

LOCALISER LES TRANSITIONS ÉCOLOGIQUES, DÉMOCRATIQUES ET SOCIALES



EXPERTISES

Projet TEC-DEM (APR TEES)

SYNTHÈSE DU RAPPORT FINAL

Avril 2026

REMERCIEMENTS

Marie-Tiffany Delgado (Réseau régional des acteurs du réemploi – RAR-CVL), Hélène Delpeyroux (Villes au carré), Estelle Gresle (région Centre-Val de Loire), Sylvie Lacroix (Fédération des centres sociaux de la région Centre-Val de Loire), Catherine Neveu (Fédération des centres sociaux de la région Centre-Val de Loire), Ramatou Sow (Fédération des centres sociaux de la région Centre-Val de Loire), Coralie Verwaerde, (Réseau régional des acteurs du réemploi – RAR-CVL), Elisabeth Richez (Villes au carré).

Et le personnel de la MSH Val de Loire (Dominique Andrieu, Jean Philippe Corbellini) et de l'UMR CITERES (Anaïs Alcuna, Muriel Hourlier, Karine Latouche).

CITATION DE CE RAPPORT

MELE Patrice, BERTHELEU Hélène, CIRELLI Claudia, NEZ Héloïse, 2026, Localiser les transitions écologiques, démocratiques et sociales, CITERES, ADEME APR TEES. [synthèse](#), 15 pages.

Cet ouvrage est disponible en ligne <https://librairie.ademe.fr/>.

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

Ce document est diffusé par l'ADEME

ADEME

20, avenue du Grésillé

BP 90 406 | 49004 Angers Cedex 01

Numéro de contrat : 22ESD0030-A

Étude réalisée par BERTHELEU Hélène, CIRELLI Claudia, MELÉ Patrice, NEZ Héloïse pour ce projet financé par l'ADEME

Projet de recherche coordonné par : MELÉ Patrice, UMR CITERES, Université de Tours, CNRS, IUF

Appel à projet de recherche : TEES

Coordination technique - ADEME : ROCCI Anaïs

Direction Exécutive Prospective et Recherche / Service Dynamiques Sociales de la Transition

1. Introduction

Le projet TecDem propose de saisir ensemble les transitions écologiques, démocratiques et sociales en s'intéressant à la fois à la question de l'élargissement des publics participant aux débats et décisions, aux enjeux de justice sociale et environnementale et aux représentations quant aux relations entre transition écologique et démocratisation. Il s'agit pour nous d'appréhender : (1) les actions mises en place au nom de la transition écologique qui diffusent un idéal ou une promesse de participation, d'engagement collaboratif et de justice sociale et environnementale ; (2) les actions mises en place au nom de la transition démocratique, notamment celles qui proposent une plus grande implication citoyenne et qui se traduisent par des expériences et mobilisations portant sur des questions environnementales.

Nous reprenons ici le vocabulaire de la transition car il constitue une référence partagée explicitement ou implicitement pour de nombreux acteurs, et nous souhaitons intégrer l'analyse de ses usages dans la recherche. Si nous postulons l'intérêt de saisir ce qui se fait au nom de la transition et de l'interroger à partir de ses différentes dimensions, nous ne souhaitons pas pour autant construire une approche normative des transitions qui évaluerait les initiatives ou expériences en fonction de leur capacité à impulser un « véritable » changement. Il ne s'agit pas non plus d'équiper les groupes mobilisés de techniques ou de méthodes ni de contribuer à une ingénierie sociale de la transition. L'objectif est plutôt **d'analyser, de façon compréhensive et critique, les effets des actions publiques sur les expériences de transition** et le sens que donnent les personnes aux épreuves auxquelles elles sont confrontées.

Le choix méthodologique n'est donc pas celui de monographies de cas emblématiques ou d'expérimentations réussies. Notre stratégie de recherche propose d'élargir le regard en prenant en compte une diversité de situations, pour **questionner les conditions de possibilité d'une diffusion des initiatives et expériences dans des contextes socio-spatiaux dans lesquels les formes d'engagement sur les transitions écologiques sont réputées peu présentes et auprès de groupes sociaux considérés comme éloignés des dispositifs de participation**. En lieu et place d'une simple valorisation des bonnes pratiques ou de l'expérimentation de techniques d'implication, d'animation ou de participation, nous postulons l'intérêt, pour la recherche universitaire comme pour la réflexion sur l'action publique, de construire des enseignements de capitalisation des expériences. Cela a été réalisé, d'abord, par l'organisation de moments de retour réflexifs des participants sur des situations d'action et, ensuite, par la mise en débat, au sein de différents groupes, des questionnements du projet.

Nous proposons d'analyser la « localisation » des transitions environnementales et démocratiques au sens d'ancrage dans des lieux, territoires et réseaux, mais aussi d'actualisation locale dans des situations concrètes et des contextes sociaux particuliers. Notre approche est centrée sur un espace particulier, la région Centre-Val de Loire, dans le but de bénéficier de la bonne connaissance que les chercheurs de l'UMR CITERES, mais aussi les partenaires non académiques du projet, ont acquise des actions des collectivités territoriales et des initiatives citoyennes. Par ailleurs, ce choix nous permet de contrôler la diversité des contextes institutionnels et de centrer le regard sur les relations entre acteurs engagés en faveur des transitions écologiques et sur les modes d'existence de ces initiatives au sein de différents contextes socio-spatiaux. Il ne s'agit pas seulement d'apporter des connaissances sur une région, mais de contribuer plus largement, à partir d'une recherche territorialisée, à une meilleure compréhension des processus de diffusion des initiatives citoyennes et de leurs capacités à agir sur les milieux de vie. Notre projet a donc l'ambition de contribuer à une meilleure connaissance des conditions nécessaires pour que des institutions ou des structures implantées dans des espaces particuliers (notamment ressourceries et centres sociaux) puissent constituer des points d'appui dans une démarche de transition écologique.

Pour cela, nous avons organisé, notamment par le biais d'entretiens individuels et collectifs, le retour réflexif de personnes engagées, à partir d'interrogations sur les relations entre trajectoires individuelles et collectives, sur la portée et l'ancrage des différentes formes d'engagement, sur les conditions et les difficultés d'émergence et la pérennisation des volontés d'implication, sur les liens, perçus ou non, entre enjeux environnementaux, démocratiques et de justice sociale.

Nous avons structuré notre recherche à partir de quatre questionnements principaux :

- Quels sont les référents explicites ou implicites présents dans les débats et les pratiques concernant les liens entre transitions environnementales d'une part, et questions démocratiques et sociales d'autre part ? Quels sont les acteurs qui portent la nécessité d'un

lien entre ces enjeux, notamment autour des questions de justice sociale et environnementale ? Quels sont les freins à une prise en compte conjointe de ces enjeux ?

- Quels sont les effets des dispositifs de participation et de valorisation de l'implication citoyenne en ce qui concerne la politisation/dépolitisation des questions environnementales ? Comment concevoir les effets des expériences de mobilisations et d'implication citoyenne : entre diffusion d'une nouvelle norme participative et construction d'espaces de critique et/ou d'autonomie ; entre modernisation de la gouvernamentalité écologique et prise en charge par des groupes de leurs milieux de vie ?
- Comment penser ce que font les questions environnementales aux débats sur la démocratie et aux expérimentations démocratiques ? Entre survalorisation du local et prise en compte d'autres échelles ; entre ouverture de droits et de protection à des entités non humaines et prise en compte des inégalités environnementales ; entre questions sociales et urgence climatique.
- Les différents domaines de l'environnement (alimentation, biodiversité, déchets, énergie, risques et pollutions, mobilités) ont-ils des capacités différenciées de démocratisation, d'élargissement des publics ? Certains offrent-ils plus de prises et d'espace de codécision aux groupes mobilisés ? Peuvent-ils servir de support pour des actions d'éducation populaire ou de renforcement du pouvoir d'agir ?

2.Stratégie de recherche

Nous proposons de focaliser la recherche sur quatre principaux domaines dans l'objectif d'interroger des situations d'action et d'organiser un retour réflexif avec les individus et les collectifs partis prenants, dans le cadre d'entretiens individuels ou collectifs.

Notre objectif était d'analyser les expériences de structures ou de collectifs qui mènent des actions intégrant questions sociales et transitions écologique et démocratique, au sens d'élargissement des publics et de souci de justice sociale et environnementale. Pour cela, nous avons réalisé des entretiens et des observations en partenariat avec la Fédération des centres sociaux Centre-Val de Loire (1), d'une part, et, d'autre part, avec le Réseau régional des acteurs du réemploi (RAR-CVL) (2).

1 – **Les centres sociaux**, structures pérennes établies notamment dans des quartiers populaires, mais aussi en zones rurales, portent à travers leurs projets, leur fonctionnement et leurs activités des objectifs de transformation sociale et de participation citoyenne. Si nombre de leurs acteurs sont sensibilisés à certains enjeux environnementaux en lien avec des questions sociales, l'articulation entre enjeux de développement du pouvoir d'agir et de participation citoyenne, d'une part, et enjeux environnementaux, d'autre part, reste largement à construire tant l'urgence sociale semble parfois obérer l'importance des transitions écologiques.

2 – **Les ressourceries** sont des initiatives au sein desquelles les préoccupations environnementales et citoyennes se concrétisent dans des solutions pour la réduction des déchets ou pour le réemploi, la réparation, la réutilisation. Ce sont aussi des lieux qui offrent des services de proximité, des espaces de convivialité et de sociabilité, qui accueillent un public varié et valorisent des savoirs divers mobilisés dans le cadre d'initiatives locales pour sensibiliser la population aux enjeux environnementaux. La recherche sur le rôle des ressourceries a été réalisée en partenariat avec le RAR-CVL, un réseau créé en 2019 qui réunit les acteurs dont l'activité a pour objet le réemploi et/ou la réutilisation, en ayant comme support « la citoyenneté et la solidarité ».

Nous avons travaillé sur les actions dans lesquelles les centres sociaux et les ressourceries sont impliqués, mais nous avons aussi, par une approche plus territoriale sur certains contextes (deux études de cas), analysé leurs relations et leurs rapports avec d'autres initiatives présentes dans les quartiers populaires ou à destination des populations défavorisées. Dans le cas des centres sociaux, les enjeux de localisation sont d'autant plus importants à prendre en compte que la question environnementale est encore nouvelle pour eux et qu'il est important de saisir les formes de collaboration territorialisées avec d'autres acteurs de ce champ ; pour les ressourceries, la question de l'ancrage dans des territoires est au centre de stratégies de construction de tiers-lieux aux vocations multiples.

Nous avons parallèlement travaillé sur deux domaines d'étude focalisés sur les effets d'initiatives mises en place par la région Centre-Val de Loire dans l'objectif de renforcer l'engagement citoyen en faveur des transitions écologiques et démocratiques.

3 – Le projet Life Local Energy Transition Strategies Going For Climate Change – Life dans la suite du texte – a été déposé en 2019 auprès du programme européen de financement Life par la région Centre-Val de Loire en partenariat avec l'ADEME, la Fédération des coopératives d'énergies citoyennes, Énergie partagée, ENEDIS, GRDF et six EPCI de la région. L'objectif de ce projet financé sur la période 2021-2025 est d'accélérer la transition énergétique en favorisant « l'appropriation collective des enjeux énergétiques par les acteurs locaux ». Plus concrètement, il s'agit chaque année pendant quatre ans de mettre en place un dispositif visant à l'implication citoyenne sur six territoires (EPCI) de la région, en reproduisant en partie une méthode testée précédemment sur deux territoires. Les ateliers de formation et de travail en « intelligence collective » et l'accompagnement par les chargés de mission ont pour objectif d'aboutir à la formation de collectifs qui mettent en œuvre des actions de sobriété ou de production d'énergie. Pour TecDem, l'observation du déroulement de ce projet présente plusieurs intérêts. Tout d'abord, il s'agit d'un dispositif d'ancrage territorial de la transition d'une ampleur sans précédent dans la région et vraisemblablement en France. De plus, le choix de convoquer une centaine de citoyens par territoire, de les former et de les accompagner dans une trajectoire d'engagement constitue une expérience inédite qui souhaite se donner véritablement les moyens d'inciter à la construction d'actions collectives sur des objectifs de transition. Enfin, la possibilité de proposer des initiatives dites de « sobriété » élargit le champ des actions possibles et ne limite pas l'intérêt de ce projet à la création de collectifs d'énergie citoyenne, pour ouvrir sur les différents domaines de la transition énergétique et écologique (logement, mobilités, consommation, alimentation, réemploi).

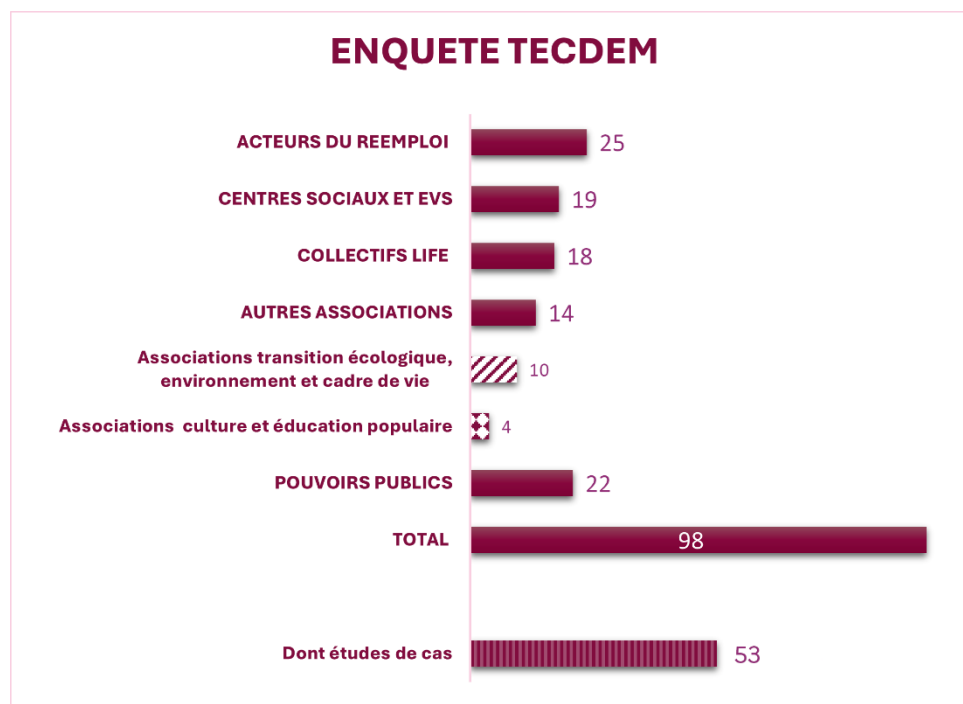
4 – Le processus de « démocratie permanente » mis en place par la région Centre-Val de Loire, qui affiche la volonté de renforcer la démocratie participative sur son territoire. Ce processus a pris la forme en 2017 d'une « tournée citoyenne » pendant laquelle les initiatives de citoyens et de collectifs ont été mises en lumière. Ces échanges, complétés par des panels territoriaux, ont permis la construction d'un plan d'actions intitulé « Faire vivre la démocratie permanente en région Centre-Val de Loire » approuvé par l'assemblée régionale en avril 2018. Pour pérenniser cette démarche, un réseau de « Porte-voix, activateurs de citoyennetés » a été créé en 2019 et, en 2020, des assises de la démocratie permanente ont été organisées. Si le cadre de ces échanges et la mise en lumière d'initiatives de citoyens, d'associations ou de collectifs ne sont pas limités à cette thématique, de nombreuses initiatives identifiées par le dispositif de démocratie permanente portent sur des engagements en faveur des questions environnementales.

L'enquête concernant ces deux derniers domaines d'étude a été réalisée en partenariat avec les services de la région et Villes au carré, centre de ressources et de transfert d'expériences sur la politique de la ville et les dynamiques citoyennes. Villes au carré a mis en place des actions pour renforcer les effets du programme Life dans les quartiers populaires, et a accompagné le réseau des Porte-voix.

Nous proposons de plus deux études de cas territorialisées dans l'objectif d'approfondir l'enquête sur nos quatre domaines d'étude (centres sociaux, ressourceries, projet Life, démocratie permanente) en les contextualisant. Nous avons pris en compte les spécificités des contextes politico-institutionnels en réalisant des entretiens avec des représentants des collectivités territoriales. Nous avons aussi interrogé les modalités de coopération entre les collectifs issus du projet Life et les associations existantes. Dans l'objectif de diversifier les contextes socio-spatiaux et politico-institutionnels et de choisir des territoires cohérents avec nos domaines d'enquête (présence du programme Life, de centres sociaux actifs et de ressourceries actifs), nous avons choisi un contexte rural et périurbain, le PETR Pays Loire Beauce, et un contexte urbain, Bourges Plus, comme études de cas territorialisés.

3.Méthodes et organisation de la recherche

Le travail de recherche a pris la forme de l’observation d’activités mises en place par différentes structures, associations et collectifs, d’entretiens collectifs et individuels avec des personnes engagées dans les initiatives étudiées et des représentants des collectivités locales ou d’autres pouvoirs publics. Au total, 98 entretiens, qui ont permis de rencontrer 133 personnes, ont été réalisés en deux phases, d’abord à l’échelle de l’ensemble de la région au sein de nos différents domaines d’étude, ensuite à celle des deux études de cas territorialisées (Bourges Plus, PETR Pays Loire Beauce). Une phase complémentaire a permis d’élargir la réflexion en interrogeant d’autres associations et différents acteurs locaux. Ces entretiens ont été effectués entre début 2023 et le 1^{er} semestre de 2025.



TecDem est une recherche partenariale organisée à partir de six ateliers de co-construction de la recherche. Ces rencontres régulières avec les partenaires du projet ont aussi permis de mettre en débat les analyses issues de notre enquête et de prendre en compte les réflexions et actions de nos partenaires sur la thématique du projet. Des retours et des échanges plus ciblés ont été organisés avec la Fédération régionale des centres sociaux et le Réseau régional des acteurs du réemploi ; par ailleurs, nous avons rendu compte de notre recherche dans différents événements mis en place par Villes au carré et la région Centre-Val de Loire. En février 2026, deux journées de restitution de la recherche ont permis de mettre en débat nos principales conclusions au sein de tables rondes avec des représentants de structures, d’associations ou de collectifs et des chercheurs invités¹.

Les textes présentés dans le rapport, qui ont été rédigés par les membres de l’équipe de recherche, se sont nourris de ces échanges. Néanmoins, il faut noter que les conclusions et positions exprimées dans les livrables du projet sont de la responsabilité de l’équipe de recherche et n’engagent pas les institutions et structures partenaires.

¹ Les captations vidéo, réalisées par Jean-Philippe Corbellini de la MSH Val de Loire, de la restitution de l’enquête dans le cadre de l’assemblée générale de la Fédération régionale des centres sociaux de juin 2024 et des tables rondes des journées TecDem de février 2026 sont disponibles sur la chaîne Canal U de l’UMR CITERES : <https://www.canal-u.tv/chaines/citeres-umr-7324/programmes-de-recherche/tecDEM>.

4. L'équipe TecDem

Les chercheur-es

Hélène Bertheleu (UMR CITERES, Université de Tours), Claudia Cirelli (Université de Tours, UMR CITERES), Patrice Melé (coord.) (Université de Tours, UMR CITERES, IUF), Héroïse Nez (UMR LIED, Université Paris Cité).

Les partenaires

Fédération des centres sociaux de la région Centre-Val de Loire : Sylvie Lacroix, Catherine Neveu², Ramatou Sow.

Réseau régional des acteurs du réemploi (RAR-CVL) : Marie-Tiffany Delgado, Coralie Verwaerde.

Région Centre-Val de Loire : Estelle Gresle.

Villes au carré : Hélène Delpeyroux, Elisabeth Richez.

MSH Val de Loire : Dominique Andrieu, Jean Philippe Corbellini.

Les étudiant-es de master de l'Université de Tours associé-es

Baba Drame Amirou (géographie), Chloé Fernandez (géographie), Mickenson Lattaque (sociologie).

1. Principales conclusions

1.1. Transitions environnementales et démocratiques et questions sociales

Dans les discours et pratiques des centres sociaux, les articulations se font plus explicitement entre les questions sociales et environnementales, en prenant en compte la spécificité des publics précaires et en partant de leurs préoccupations économiques du quotidien – comme l'alimentation – plutôt que sur l'enchevêtrement des problématiques écologiques et démocratiques. Les formes de participation autour des questions environnementales relèvent avant tout de la sociabilité, des interrelations sociales ou de l'éducatif, ce qui les rattache à une logique du faire ensemble, tandis que les dimensions délibératives et revendicatives restent marginales. **Dans les quartiers populaires notamment, si la question écologique est de plus en plus présente, elle semble principalement mobilisée comme un support du lien social, plutôt que comme un enjeu politique ou conflictuel à défendre en tant que tel, pour et avec les populations.**

Une partie de ces conclusions est confirmée par les personnes rencontrées dans l'enquête sur les Portes-voix, qui met en évidence combien **les actions environnementales s'ancrent dans des préoccupations sociales concrètes et collectives – souvent autour de l'alimentation ou de l'anti-gaspillage –, générant solidarité, fierté, voire dignité.** La question démocratique est au cœur de la constitution du réseau et constitue un principe de gouvernance de certains collectifs militants, mais, au fil des actions mises en œuvre à l'échelle locale, **elle est rarement pensée comme un objectif en soi.** On aurait pu attendre des ateliers Cap sur la citoyenneté, initiés par une élue sensible aux questions écologiques, que les enjeux environnementaux soient au cœur des conceptions de la démocratie en débat. Plusieurs freins ont cependant nui à cette prise en compte : la méthode « flash » adoptée pour la tenue de ces ateliers et le

² Catherine Neveu, qui a participé à la coordination, comme chercheuse de l'UMR LAP EHESS, de la réponse à l'appel TEES de l'ADEME dont est issue la recherche TecDem, n'a pu ensuite rester membre de l'équipe de chercheur-es mais a poursuivi sa participation au projet en tant que membre du CA puis présidente de la Fédération des centres sociaux de la région Centre-Val de Loire.

cadre institutionnel dans lequel ils s'inscrivaient ont contribué à restreindre les échanges et empêché que la délibération se construise.

Pour ce qui concerne l'enquête sur les acteurs du réemploi, celle-ci montre que **les ressourceries constituent des espaces où s'articulent concrètement les dimensions environnementales et sociales**. En favorisant le réemploi, la réparation et la redistribution d'objets à bas prix, ces structures contribuent à la réduction des déchets tout en facilitant l'accès à des biens de consommation pour des publics disposant de ressources limitées. Elles participent aussi à l'insertion professionnelle et à la création d'emplois locaux, inscrivant ainsi les enjeux écologiques dans des problématiques sociales plus larges. Ces structures constituent encore un espace de contact entre des publics qui investissent les pratiques de réemploi et ces lieux eux-mêmes de valeurs différentes. Cela se traduit notamment par des échanges et collaborations autour d'actions concrètes. Cependant, la grande diversité des collectifs porteurs de projets de ressourceries, ainsi que les tensions qu'on perçoit parfois dans l'enquête entre les différents types de membres (bénévoles, salarié-es, personnels en insertion), ne permettent pas de conclure de manière univoque à une articulation étroite des dimensions démocratique, environnementale et sociale. La question démocratique oscille ainsi entre objectif explicitement poursuivi et simple « gain collatéral », selon les structures considérées. Si les ressourceries constituent des espaces d'accueil de publics diversifiés et d'expérimentation, la portée de leurs actions – leur capacité à infléchir les dynamiques d'exclusion ou à réduire les inégalités socio-écologiques – reste limitée par leur fragilité structurelle et leur position incertaine dans l'action publique.

Le projet Life LetsGo4Climate illustre quant à lui une tentative de démocratisation de la transition et d'élargissement de ses publics. Néanmoins, la dimension sociale y est peu prise en compte. Certes, la diffusion des actions collectives en dehors des principales agglomérations de la région est parfois présentée comme permettant de toucher des groupes sociaux variés. Les tentatives menées par certains centres sociaux pour diffuser les conversations carbone dans les quartiers populaires ont montré, d'une part, une difficulté à mobiliser des participants et, d'autre part, le malaise des animateurs et animatrices à promouvoir des changements de modes de vie auprès de publics dont les revenus et l'impact carbone sont particulièrement modestes. Ajoutons que la question de la précarité énergétique reste largement absente des débats. Celle-ci n'apparaît pas non plus comme un enjeu sur lequel les collectifs issus du programme pourraient agir de manière concertée, en dehors des actions de sensibilisation à la sobriété énergétique.

Sur ce point, on peut donc conclure que **les actions environnementales mises en place dans nos différents domaines d'étude peuvent s'articuler à l'urgence sociale** (aide alimentaire, circuits courts solidaires, lutte contre le gaspillage, réparation, réemploi, offre d'achat à bas prix), et parfois tenter de prendre en compte les savoirs d'usage et les pratiques à faible impact. **Toutefois, celles-ci n'engendrent pas de nouveaux espaces de délibération.**

1.2. Formes d'engagement et tensions entre politisation et dépolitisation des questions environnementales

La tension entre politisation et dépolitisation est clairement visible dans l'enquête sur les collectifs issus du programme Life. Alors que le positionnement de ce projet traduit une intention politique (le parti pris pour l'énergie renouvelable ; le choix d'une gouvernance partagée avec les citoyens ; la volonté de localiser la transition en mobilisant les collectivités locales), les modalités de mise en œuvre mettent en retrait la dimension politique du projet afin d'élargir les publics.

De plus, les conditions de mise en œuvre et les modalités de territorialisation du projet semblent associées à une forme de dépolitisation, au sens de déconnexion avec la scène politique locale, mais aussi de l'éviction du débat sur la possibilité d'un partage de la décision sur les politiques de l'énergie. Ce qui conduit à promouvoir des formes d'action qui s'éloignent des dimensions politiques de l'agir associatif : tentatives de constituer des contre-pouvoirs, demande de mise en débat des politiques locales, plaidoyer pour l'attribution de nouveaux droits ou pour une mutation du cadre de régulation.

Dans un autre sens, les actions mises en place par les **centres sociaux** peuvent être un support de politisation, en impulsant des changements de modes de vie à travers une dynamique collective et participative (par exemple au sein d'un atelier cuisine visant à « mieux manger ») et le développement d'expérimentations collectives (dans le sillage du mouvement pour une sécurité sociale alimentaire).

Plusieurs freins entravent toutefois ces processus de politisation des questions environnementales : d'un côté, l'évitement du conflit inscrit au cœur de l'histoire des centres sociaux ainsi que leur dépendance économique et institutionnelle vis-à-vis des pouvoirs publics ; de l'autre, une représentation de l'écologie qui serait post-matérialiste, couplée d'une conception des classes populaires, considérées éloignées des questions écologiques en raison de la priorité de leurs préoccupations matérielles et besoins de base non satisfaits.

Au sein des **ressourceries**, on observe aussi une tension entre politisation et dépolitisation. Dans plusieurs structures étudiées, l'intention initiale visait à repolitiser les pratiques de réemploi en les inscrivant dans la préfiguration d'un autre rapport à la consommation et à la production de biens. Pourtant, les observations de terrain montrent que l'implication des publics se fait surtout de manière indirecte, à travers le faire et des expériences concrètes. **La sensibilisation aux enjeux écologiques passe principalement par des pratiques** – achat d'objets de seconde main, participation à des ateliers de réparation ou de fabrication – plutôt que par un discours ouvertement politique. Selon les responsables et animateurs des ressourceries, cette approche favorise une socialisation progressive aux enjeux environnementaux, susceptible de transformer les habitudes de consommation et les représentations associées au réemploi.

Dans les ressourceries, comme dans certaines actions menées par ou avec des centres sociaux, cette pédagogie centrée sur le faire s'accompagne d'une tendance à atténuer la dimension conflictuelle ou les enjeux de plaidoyer habituellement associés aux engagements écologiques. Les acteurs privilégient en effet des formes de sensibilisation « positives » ou non culpabilisantes, « une écologie du plaisir et non punitive », cherchant à éviter les discours moralisateurs susceptibles de dissuader les publics. Dans ce cadre, **les activités proposées sont souvent perçues par les participants comme des moments de loisir ou de sociabilité plutôt que comme des espaces et des moments d'élaboration d'un regard politique sur les problématiques environnementales.**

Dans l'ensemble de nos domaines d'étude, certaines techniques d'animation et de conduite d'ateliers favorisent la production d'échanges pacifiés et le respect de la parole des publics. Celles-ci procèdent en partie d'héritages de l'éducation populaire et, plus largement, de démarches tournées vers la co-construction et l'« intelligence collective ». Ces méthodes diffusent l'idée d'une attention portée à toutes les paroles et positions, sans pour autant encourager une dynamique de délibération. Néanmoins, des ateliers orientés vers le « faire ensemble » peuvent, dans certains cas, constituer la base de la construction de collectifs au sein des centres sociaux.

Par ailleurs, **l'accent mis par les institutions sur la création de « lien social », tout comme certaines modalités de sensibilisation, peut contribuer à individualiser la responsabilité de la transition écologique.** Ce cadrage réduit la transition à des gestes individuels ou à des expérimentations locales, sans questionner les structures qui alimentent la crise écologique. Il en résulte un déplacement du regard vers des actions à petite échelle, au détriment des transformations macro-économiques nécessaires, et une **neutralisation des dimensions critiques du débat.** Parfois, l'identification des causalités systémiques du changement climatique proposée par certains outils de sensibilisation – tels que la fresque du climat – ouvre sur une critique sociétale qui ne trouve pas d'autres débouchés pratiques que l'insistance sur la modification des comportements individuels. Cette focalisation, qui comporte des risques de culpabilisation et/ou de diffusion de l'éco-anxiété, contribue à expliquer la faible appropriation de ces outils par les acteurs de l'intervention sociale.

Notre enquête montre également que la question climatique et les références à la transition se traduisent, dans ces dispositifs, par la valorisation de formes d'engagement non conflictuelles. Le public de la transition, tel que configuré par le programme Life, souhaite contribuer à la mise en œuvre des politiques publiques environnementales plus que discuter leurs orientations. Toutefois, le quiproquo observé lors des premiers ateliers Life rappelle que d'autres attentes existent : certaines personnes n'envisageaient leur participation qu'à condition que ces ateliers ouvrent un espace de débat et permettent l'expression d'avis sur les politiques publiques locales.

L'action locale peut être valorisée pour impulser un changement des pratiques individuelles considéré comme nécessaire pour produire une transformation globale. **Le passage à une échelle plus large s'appuie alors sur des critiques portant sur les modes de développement économique ou sur la place accordée à la nature,** critiques qui constituent pour certains une condition de politisation. Paradoxalement, on observe un **mouvement simultané de déterritorialisation des critiques sociétales** : celles-ci sont formulées

de manière générale et moins ancrées localement, ce qui semble faciliter la construction d'alliances larges et l'émergence d'un consensus autour d'actions locales de sobriété.

Si, dans les entretiens à Bourges ou au sein du PETR Pays Loire Beauce, les critiques du capitalisme, de l'extractivisme ou du consumérisme sont nombreuses, la question des activités économiques locales – notamment l'industrie de l'armement à Bourges ou l'agriculture intensive mécanisée dédiée aux grandes cultures céréalières et oléagineuses dans certains territoires du PETR Pays Loire Beauce – et de leur éventuelle réorganisation ou diversification n'est jamais abordée. Paradoxalement, **la projection vers un « futur désirable »** mobilisée dans certaines démarches de sensibilisation, qui vise à donner un sens à une trajectoire d'engagement – comment agir aujourd'hui pour faire advenir le monde souhaité –, **ne se traduit pas par une réflexion prospective ancrée dans les contextes territoriaux.**

Bien sûr, ces conclusions sont liées à la spécificité de nos enquêtes qui mettent en évidence certaines formes d'action environnementales locales propres aux acteurs de l'intervention sociale, aux structures de réemploi et aux collectifs engagés dans les transitions. De plus, rappelons qu'à une échelle différente, celle du plaidoyer régional ou national, les centres sociaux comme les acteurs du réemploi, ainsi que les réseaux auxquels peuvent se rattacher des collectifs issus de Life (Énergie partagée, repair café, zéro déchet), n'esquivent pas le caractère politique et parfois conflictuel de leur action et la mise en questionnement des politiques publiques.

Par ailleurs, d'autres postures, plus conflictuelles ou orientées vers le plaidoyer, existent sur les territoires, et certaines personnes peuvent s'impliquer simultanément dans plusieurs registres d'engagement. Toutefois, comme le montre l'étude de cas menée sur le territoire du PETR Pays Loire Beauce, ces engagements multiples relèvent souvent de démarches individuelles : les acteurs préfèrent endosser successivement différentes postures plutôt que d'inscrire leurs structures ou collectifs dans des relations potentiellement conflictuelles avec les acteurs politiques locaux.

1.3. Domaines de l'action environnementale, modalités d'action et élargissement des publics

Dans les centres sociaux, **les capacités d'élargissement du public sont plus importantes quand les initiatives viennent des habitants et/ou qu'elles correspondent à des actions concrètes (ateliers cuisine, troc, bricolage, etc.)** que lorsque la question des changements de comportements est directement posée à partir d'outils proposés par les équipes salariées, comme les conversations carbone ou la fresque du climat. **Certaines thématiques traitées par les centres sociaux de manière prioritaire, telles que l'alimentation, ont cette capacité d'élargissement** en raison de leur caractère quotidien, facilement appropriable, en lien avec des préoccupations économiques et de sociabilité. On repère, de manière générale, une conception très pragmatique de l'écologie, ancrée dans des pratiques concrètes qui peuvent relever, ici comme pour d'autres domaines d'enquête, de la socialisation et de la diffusion de l'engagement par le faire ensemble.

L'enquête auprès des structures de réemploi confirme que **certaines thématiques environnementales disposent d'un potentiel particulièrement fort pour toucher des publics diversifiés**. Le réemploi et la réduction des déchets reposent sur des pratiques quotidiennes et accessibles – acheter, réparer, transformer des objets – qui peuvent être investies pour des **raisons économiques, pratiques ou sociales, indépendamment d'une motivation écologique initiale**. Cette dimension concrète permet d'impliquer des personnes qui ne se reconnaissent pas nécessairement dans les valeurs écologiques et dans le langage de la transition. Les ressourceries accueillent une grande diversité de profils, allant de consommateurs engagés à des habitants en situation de précarité ou à des personnes isolées cherchant avant tout des espaces de sociabilité. Cette capacité d'élargissement des publics repose, là encore, sur une approche pragmatique « par le faire » qui favorise une intégration progressive des enjeux environnementaux dans des pratiques ordinaires.

L'étude du programme Life confirme également cette hypothèse. Couplé au tirage au sort mis en œuvre dans certaines EPCI, le dispositif a favorisé une diversification des collectifs existants et permis de mobiliser des personnes, souvent déjà sensibilisées, mais jusque-là éloignées de l'action collective. À Bourges, comme au sein du PETR Pays Loire Beauce, les collectifs issus du programme Life viennent, au nom de la sobriété, combler un vide en matière de réemploi, de la réduction des déchets ou encore de mobilité.

La thématique du réemploi et de la réduction des déchets produit une offre d'engagement qui trouve facilement son public : pour des raisons diverses, de nombreuses personnes se montrent prêtes à adopter de nouvelles pratiques ou à contribuer à la constitution de collectifs permettant de structurer une action collective à partir de pratiques déjà existantes. Si les motivations à participer sont hétérogènes, ces nouveaux collectifs deviennent des espaces d'échanges et de diffusion des justifications environnementales qui fondent leur création.

À l'inverse, les collectifs issus de Life centrés sur l'alimentation, pourtant perçue comme un domaine d'action accessible, peinent davantage à se structurer, peut-être aussi parce que, dans de nombreux territoires, des initiatives préexistantes occupent déjà cet espace. Certains collectifs travaillant sur les mobilités ont également, pour d'autres raisons (en particulier la dépendance renforcée de la voiture dans les petites villes et contextes périurbains), des difficultés à perdurer, à élargir leur public et à dépasser des actions principalement orientées vers la sensibilisation.

Ces modalités d'élargissement des publics observées passent par la requalification – leur environnementalisation ou leur écologisation – de pratiques existantes (ateliers cuisine des centres sociaux, pratiques de troc ou de réemploi, glanage, etc.). Celle-ci repose sur le travail d'intermédiaires (professionnels ou bénévoles des centres sociaux, des structures de réemploi, membres de collectifs associatifs) qui établissent une traduction entre des objectifs de transition et les attentes, besoins ou envies des populations participantes. Cette requalification peut être encouragée – ou rendue possible – par l'existence de financements, par des injonctions institutionnelles ou encore par la nécessité de certaines politiques publiques de trouver des points d'ancrage locaux. Mais cette requalification peut également correspondre aux volontés d'engagement des intermédiaires de la transition, aux projets associatifs qu'ils portent ou aux horizons politiques des structures impliquées.

Or, nous observons aussi une tendance à la spécialisation et à la sectorisation de l'action autour de chaque pratique et domaine (alimentation, réemploi, mobilité, énergie), ce qui rend possible la construction d'alliances entre acteurs rassemblés par une même thématique. Ces derniers peuvent toutefois poursuivre des objectifs parfois éloignés des transitions écologiques. Par exemple, autour de la question alimentaire, certaines actions portées par les centres sociaux et différents collectifs sont désormais rattachées à la transition écologique : cette requalification modifie leurs positionnements traditionnels face aux acteurs de l'aide alimentaire et permet de nouvelles alliances, comme avec les réseaux de promotion de l'agriculture paysanne. Cela soulève la question des effets d'une entrée thématique – qu'elle concerne l'alimentation ou toute autre pratique concrète – sur la manière de penser les enjeux environnementaux et la transition écologique. **Ces focalisations, qui permettent d'élargir les publics et les alliances, semblent également contribuer à fragmenter et à reconfigurer les enjeux mêmes des transitions écologiques.**

Notre recherche fait apparaître aussi en creux l'absence inattendue de certaines thématiques qui ne sont, d'ailleurs, pas les mêmes selon les différents domaines d'enquête. Par exemple, certaines **thématiques moins saisies par les centres sociaux, comme les mobilités, l'énergie ou les pollutions** en raison notamment de leur caractère conflictuel, pourraient aussi avoir un potentiel d'élargissement des publics, car elles correspondent à des besoins ou des attentes des habitants. L'absence, dans nos enquêtes, d'une prise en compte des effets des pollutions sur la santé des populations – hormis la valorisation de l'alimentation biologique et les déclarations d'une structure d'action sociale intervenant auprès des gens du voyage – peut s'expliquer par la « climatisation » du débat environnemental. Cette dynamique tend à recentrer l'attention sur le changement climatique et à privilégier les modifications de pratiques individuelles comme levier principal des transformations globales, reléguant ainsi au second plan les problématiques environnementales directement liées à la santé.

Toutefois, contrairement aux leçons des recherches sur la justice environnementale ou sur les conflits environnementaux, notre étude n'a quasiment pas identifié d'engagements ancrés dans l'identification de risques ou de pollutions susceptibles d'affecter des groupes territorialisés. Lorsque cette question apparaît, c'est le plus souvent sous une forme non territorialisée : elle prend la forme d'une inquiétude diffuse concernant la place de l'industrie, de l'agriculture intensive ou de la consommation dans les sociétés contemporaines, qui justifie pour certaines personnes le passage à l'action.

Nous avons donc observé des tentatives d'actualisation locale des urgences écologiques dans des contextes d'action spécifiques, et leurs traductions en modalités d'action thématiques. Ces dynamiques diffusent un idéal de transformation des pratiques individuelles vers plus de sobriété, mais elles

permettent également, dans certains cas, la construction de nouvelles alliances qui se veulent préfiguratrices de changements dans différents domaines d'action.

L'ADEME EN BREF

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique - , nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, économie circulaire, alimentation, mobilité, qualité de l'air, adaptation au changement climatique, sols... - nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

LES COLLECTIONS DE L'ADEME



FAITS ET CHIFFRES

L'ADEME référent : Elle fournit des analyses objectives à partir d'indicateurs chiffrés régulièrement mis à jour.



CLÉS POUR AGIR

L'ADEME facilitateur : Elle élabore des guides pratiques pour aider les acteurs à mettre en œuvre leurs projets de façon méthodique et/ou en conformité avec la réglementation.



ILS L'ONT FAIT

L'ADEME catalyseur : Les acteurs témoignent de leurs expériences et partagent leur savoir-faire.



EXPERTISES

L'ADEME expert : Elle rend compte des résultats de recherches, études et réalisations collectives menées sous son regard.



HORIZONS

L'ADEME tournée vers l'avenir : Elle propose une vision prospective et réaliste des enjeux de la transition énergétique et écologique, pour un futur désirable à construire ensemble.



EXPERTISES

Localiser les transitions écologiques, démocratiques et sociales

Le projet TecDem vise à questionner les modalités de localisation des transitions écologiques, démocratiques et sociales au sens d'ancrage dans des lieux et des territoires mais aussi d'actualisation dans des situations concrètes et des contextes sociaux particuliers. Pour cela, nous avons mené une enquête à l'échelle de la région Centre-Val de Loire à deux niveaux. D'abord, nous avons travaillé avec la fédération régionale des centres sociaux et le réseau régional des acteurs du réemploi et de la réutilisation sur les expériences de groupes qui portent des actions intégrant transition écologique et transitions démocratique et sociale.

Ensuite, nous avons étudié la place des enjeux de justice sociale et environnementale au sein des dispositifs de participation et d'implication citoyenne mis en œuvre par la Région.

Puis nous avons mis en œuvre deux études de cas territorialisées : au sein de Bourges Plus et du PETR Pays Loire Beauce. Notre projet analyse ainsi la diffusion des transitions dans des quartiers populaires et dans différents contextes socio-spatiaux de cette région.

Comment les centres sociaux, les acteurs du réemploi et les collectifs citoyens articulent-ils aujourd'hui les dimensions écologique, sociale et démocratique dans leurs actions ?